

Démographie et sociologie: Deux disciplines solidaires

Author(s): Louis Roussel

Source: *European Journal of Population / Revue Européenne de Démographie*, Jan., 1985, Vol. 1, No. 1 (Jan., 1985), pp. 61-80

Published by: Springer

Stable URL: <https://www.jstor.org/stable/20146325>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <https://about.jstor.org/terms>



JSTOR

Springer is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *European Journal of Population / Revue Européenne de Démographie*

DÉMOGRAPHIE ET SOCIOLOGIE : DEUX DISCIPLINES SOLIDAIRES

Louis ROUSSEL *

Institut National d'Études Démographiques, Paris, France

Received November 1983, final version received May 1984

Résumé. Le principe général d'une interdépendance entre facteurs sociaux et comportements démographiques est aujourd'hui largement reconnu. Pourtant les sociologues qui ont tenté de présenter une théorie générale pour justifier cette relation ne semblent pas avoir vraiment réussi. De même, la mise en oeuvre méthodologique du principe d'interdépendance n'a pas, jusqu'à présent, donné beaucoup de résultats. L'auteur estime que la collaboration entre les deux disciplines deviendrait plus efficace sous deux conditions complémentaires. D'une part, dans les divers champs démographiques (nuptialité, fécondité, etc.), il faudrait rechercher les niveaux d'indices qui vont régulièrement ensemble et qui définissent ainsi différents 'régimes' ou modèles simultanés dans une même population. D'autre part, on accorderait plus d'importance à l'étude des sous-populations. Elles offrent en effet, plus que les ensembles nationaux, une homogénéité d'attitudes et de comportements : ainsi devrait-on y repérer et y mettre en évidence plus aisément un régime démographique dominant. Cette orientation méthodologique pourrait ainsi faciliter la construction de ce que les sociologues américains appellent des 'théories moyennes'.

Abstract. *Demography and sociology: two interdependent disciplines*

The general principle of interdependence between social factors and demographic behaviour is widely recognized nowadays. Sociologists who have tried to develop a general theory for this relation do not seem to have entirely succeeded, however. Similarly, attempts to operationalize the interdependence principle have not yet yielded many results. The author considers that collaboration between the two disciplines would become more effective under two complementary conditions. On the one hand more attention should be paid to studying the *combinations* of the levels of the various demographic characteristics (nuptiality, fertility, etc.) that together define the demographic 'regime' of a given population. And on the other hand greater attention should be attached to the study of sub-populations, which present greater homogeneity with respect to attitudes and behaviour than do national populations and hence better

* Author's address: INED, 27, rue du Commandeur, F-75675 Paris Cédex 14, France.

possibilities for identifying a dominant demographic regime. This methodological orientation would facilitate the construction of what American sociologists call theories of the middle range.

1. Introduction

Dès qu'elle cesse d'être une simple comptabilité de la population, la démographie, pour progresser, doit faire appel aux autres sciences humaines. C'est que son objet est soumis à d'innombrables contraintes externes, et que l'on ne peut prétendre comprendre de la population ni sa structure ni ses mouvements sans apprécier le sens et le poids de ses contraintes. Aussi bien les pères fondateurs de la démographie moderne relèvent-ils de disciplines aussi variées que l'économie, la statistique, la biologie.¹ La plupart des sciences humaines ont donc apporté leur contribution à la démographie et, en échange, en ont reçu des informations. Si elle n'avait pas été, dès le départ, interdisciplinaire, la démographie, de par sa nature même, n'aurait pu se développer.

La sociologie semblait avoir une vocation toute particulière à entrer dans ce concert. N'était-elle pas une discipline dont la naissance était presque contemporaine de celle de la démographie ? Les deux recherches ne visaient-elles pas, l'une et l'autre, à étudier les mêmes ensembles renouvelés d'hommes et de femmes ?

Cette solidarité a trouvé, dès 1953, son manifeste dans l'ouvrage publié par les Nations Unies, ouvrage dont le titre et le sous-titre résument parfaitement l'objet : *Causes et conséquences de l'évolution démographique. Résumé des conclusions tirées des études relatives à l'interdépendance des mouvements de population et des conditions économiques et sociales*. Avant et après cette publication, des voix n'ont cessé de s'élever qui ont insisté sur la nécessité d'étudier ces interdépendances.² Ainsi, dans la décennie qui a suivi la deuxième guerre mondiale, une coopération étroite avec la sociologie apparaissait à beaucoup de démographes comme allant de soi.

¹ Pearl (1925) pense que toutes les espèces animales, l'homme compris, sont douées de mécanismes autorégulateurs qui, sur une plus ou moins longue période, finissent par maintenir la densité de leur population.

² Un des textes des plus anciens et des plus explicites est celui de Stoetzel (1946) paru dans le no. 1 de la revue *Population* et qui s'intitulait 'Sociologie et démographie'. Il convient aussi de citer le chapitre de Girard (1958) sur la démographie dans le *Traité de sociologie* de Gurvitch. L'ouvrage de Lorimer (1954), *Culture and Human Fertility*, témoigne de la même problématique.

Qu'en est-il advenu dans la réalité ? Une collaboration s'est effectivement établie. Des échanges d'articles existent entre revues spécialisées. Des invitations réciproques sont faites aux colloques. La sociologie de la famille en particulier semble avoir multiplié les occasions pour les spécialistes des deux disciplines d'échanger leurs points de vue. Certains démographes se sont inspirés de la sociologie, quelques sociologues se sont intéressés à la démographie. Il paraît pourtant difficile d'échapper au sentiment que cette coopération a finalement été superficielle et qu'elle n'a pas tenu les promesses de ses partisans : tous comptes faits, les démarches des uns et des autres ne se sont pas rejointes, et les deux disciplines sont demeurées extérieures l'une à l'autre.

Paradoxalement, cet échec s'explique sans doute parce que des tentatives, parfois trop ambitieuses, ont été faites, de la part des sociologues surtout, pour tenter d'unifier les deux champs de recherches. On en rappellera ici quelques exemples, en montrant pourquoi ces entreprises conduisirent à des impasses. Leur analyse sommaire montrera pourtant la justesse de l'inspiration fondamentale qui légitimait ces tentatives. Elle devrait aussi révéler, en contrepoint, quelques-unes des conditions nécessaires pour que de tels essais aboutissent désormais à des résultats plus satisfaisants. Parmi ces conditions, on soulignera la nécessité de ne pas traiter séparément les divers comportements démographiques, mais d'essayer de les saisir et de les comprendre dans les combinaisons concrètes qu'ils offrent à notre observation.

2. L'échec des grandes théories

Tous ceux qui ont tenté de décrire et d'expliquer l'évolution de la vie sociale ont, à un moment ou l'autre de leur démonstration, utilisé la variable démographique. Certains ont même accordé une place privilégiée au 'point de vue du nombre' [Halbwachs (1936)]. Ce mouvement de pensée trouve son origine dans une idée de Durkheim, à savoir que le changement social le plus radical, dans l'histoire de l'humanité, a été celui qui a fait passer les hommes de la solidarité mécanique à la solidarité organique, d'une société indifférenciée à une société complexe. Or cette transformation n'est rien d'autre, selon lui, qu'une réaction collective à l'augmentation de la densité de la population : une fois atteinte une certaine masse critique, la densité démographique a

favorisé la 'densité morale et sociale', c'est-à-dire un modèle de solidarité qui s'exprime par une diversification et une spécialisation de plus en plus grandes des fonctions. C'est le nombre qui a permis la différenciation qualitative. La modernité serait l'aspect social d'un certain état démographique.

Halbwachs reprend et prolonge la thèse de Durkheim : la distribution de la population dans l'espace, sa répartition par sexe et âge, sa densité, sa mobilité constituent comme le 'substitut physique' des groupes sociaux. De ces figures démographiques, le groupe a une sorte de conscience collective qui règle ses institutions et son fonctionnement. Entre le niveau démographique et les structures sociales, des correspondances existent, latentes mais réelles. Reste à les mettre en évidence.

La thèse de Wagemann, de son côté, confère à la démographie une influence prépondérante, sinon exclusive. Dans son ouvrage *La population dans le destin des peuples* (1949), il tente de démontrer l'indépendance des phénomènes démographiques par rapport aux autres réalités, économiques par exemple. Cette indépendance expliquerait que les mouvements démographiques soient les ressorts ultimes de l'évolution sociale. La survie ou la disparition d'une société, ses opportunités de croissance ou de décadence, sont liées à des oscillations démographiques qui provoqueraient des déséquilibres successifs entre la capacité de production d'une population et sa densité démographique. On passerait ainsi d'une phase de surpeuplement relatif, périlleux mais stimulant, à une phase de sous-peuplement relatif, opulent mais moins inventif. De l'un à l'autre moment, la différence est, fondamentalement, de densité. C'est dire, pour reprendre la phrase de Braudel, que 'la démographie mène le jeu'.

Tout autre est la démarche de Parsons. Il s'assigne pour objectif une 'basic social science'³ où viendraient converger les acquis des disciplines particulières. Mais l'instance déterminante serait le système de valeurs qui a cours dans une société donnée et les moyens que se donne cette société pour y parvenir. Les comportements démographiques s'adaptent aux contraintes sociales, les exprimeraient à leur manière et leur permettraient d'aboutir. Ainsi, la structure de la famille américaine et ses caractéristiques répondraient aux projets de cette société [voir en particulier Parsons (1949)]. La mobilité résidentielle,

³ L'expression n'est pas de lui, mais de H.A. Murray, un de ses collègues du Department of Social Relations de Harvard.

l'indépendance entre générations, l'étroitesse de la fratrie, la différenciation des rôles suivant le sexe devraient être considérées comme des variables dépendantes des caractéristiques fondamentales de la société américaine telle que la voyait Parsons.

Comment ne pas citer enfin *La foule solitaire* de Riesman (1964). Là aussi, structures sociales et régime démographique se correspondent. Aux trois types de sociétés, celui à détermination traditionnelle, celui à détermination intro-déterminée, celui à détermination extro-déterminée, correspondent trois régimes démographiques, celui du 'fort potentiel de croissance', celui de la croissance transitoire, celui du déclin démographique. Entre type de société et régime démographique, le facteur intermédiaire, le principe qui règle le comportement des individus, est ce que Riesman appelle le 'caractère'. A chaque type de société, donc, son modèle démographique (pp. 23 et suiv.).

Dans la recherche d'une logique unificatrice entre les deux disciplines, c'est peut-être Parsons qui est allé le plus loin. C'est lui aussi qui a reçu le plus vite le démenti des faits. Au moment où il annonçait que la famille américaine atteignait une sorte d'équilibre harmonieux, tout se mettait à changer : les jeunes refusaient le patrimoine culturel de leurs parents, la divortialité augmentait brusquement, les femmes s'engageaient massivement dans l'activité professionnelle. Mais ses erreurs mêmes peuvent, d'une certaine manière, être portées au crédit de Parsons. Si le démenti a été si manifeste, c'est que les déductions n'avaient pas hésité à descendre jusqu'à la description précise des comportements. C'est aussi qu'il était parti des concepts pour tenter de rejoindre les données statistiques.

Les autres théories semblent avoir mieux résisté à l'expérience ; c'est qu'elles partaient des données démographiques pour tenter d'induire une certaine conception de la société. Or le démenti des indices observés est toujours plus rude que celui des théories sociologiques. La continuité entre données démographiques et structures sociales, de toute manière, n'a pas été précisément démontrée et, pour cette entreprise d'intégration trop ambitieuse et sans doute prématurée, il est clair qu'il faut parler d'échec.

Le terme doit être maintenu même si on l'entend dans un sens plus relatif. En effet, entre les analyses démographiques et les recherches sociologiques, il ne s'est pas établi de véritable processus cumulatif tel que des hypothèses de travail verraient progressivement s'étendre le champ où elles seraient vérifiées. On se trouve ainsi bloqué dans une

situation inconfortable où l'on proclame bien haut la certitude que les comportements démographiques sont largement déterminés par les facteurs sociaux, et où l'on demeure en même temps dans l'impossibilité de vraiment mettre en oeuvre cette intuition.

Faut-il rappeler que les démographes n'ont pas pressenti, à défaut de prévoir, les grands mouvements qui ont récemment transformé les tendances démographiques. La baisse de la fécondité a été une surprise générale et, aussi longtemps qu'il a été possible, on a tenté de la réduire à un changement de calendrier. La baisse de la nuptialité et la diffusion de la cohabitation n'ont pas davantage été imaginées jusqu'au moment où les indices ont marqué irrécusablement l'inversion de la tendance. Et, aujourd'hui encore, plus de dix ans après ces changements fondamentaux, quel démographe peut prétendre qu'il a vraiment compris ce qui s'est passé ? Ainsi les mécanismes des changements les plus radicaux nous échappent.

Prendre acte de ces échecs implique-t-il que l'on renonce à l'hypothèse de travail d'une interdépendance du social et du démographique ? La sociologie, domaine des modèles collectifs, doit-elle être tenue pour un champ distinct des faits démographiques qui devraient être, eux, analysés en termes de décisions personnelles ? ⁴ La question est artificielle, parce qu'est évidemment fausse l'idée d'un cloisonnement entre les motivations des individus et les normes des groupes. On pourra faire la part plus ou moins belle à la liberté de l'individu, celui-ci ne se décide jamais d'une manière 'gratuite'. Son choix se fait toujours en tenant compte des règles du jeu social, et sous la sollicitation d'un système de référence collectif, ⁵ et la société ne se maintient que si la majorité de ses membres continue à se déterminer suivant le code qu'elle nous invite à respecter.

Cette conception n'implique pas que le comportement des individus serait prédéterminé par leur appartenance sociale. Simplement, chacun de nous est affecté d'une probabilité plus forte de se comporter

⁴ Les théories 'économistes', par exemple, pensent que les comportements démographiques sont décidés par les individus suivant le principe de la maximisation du rapport profit/coût. Chacun agirait suivant son propre intérêt. Ces économistes doivent pourtant reconnaître que l'estimation des coûts et profits dépend d'une sorte de barème social. On ne peut évacuer la société des décisions de l'individu.

⁵ Pour une justification théorique de cette proposition, voir, par exemple, Berger (1973, pp. 44 et suiv.).

démographiquement comme ceux qui lui sont socialement semblables. Cette plus forte probabilité suffit pour que des modèles dominants apparaissent dans chaque sous-population. Elle suffit aussi à légitimer la recherche des rapports entre le démographique et le social.

Que fait donc généralement le démographe ? Pour expliquer l'évolution d'un comportement particulier, il cherche parmi les facteurs socio-économiques celui ou ceux qui lui paraissent en corrélation avec les changements observés dans la population. Que la fréquence du divorce augmente, il se demandera si cette hausse n'est pas liée à une réforme législative [Commaille et al. (1983)]. Autre exemple, un auteur canadien, Gauthier (1983), soulignait très récemment l'excellente corrélation dans son pays entre le rythme de la diffusion de la télévision et celui de la baisse de la fécondité. D'autres ont montré le lien entre fécondité et activité professionnelle, entre cohabitation juvénile et chômage, entre pratique religieuse et proportion de ménages d'une personne [Kemper (1983)].

Toutes ces tentatives desservent finalement l'idée d'une correspondance entre phénomènes démographiques et évolution sociale. D'abord parce que de telles corrélations ne sont souvent vérifiées que localement et provisoirement. Mais surtout parce qu'une évidente disproportion apparaît entre l'importance du phénomène démographique, la baisse de la fécondité par exemple, et le facteur social ponctuel invoqué. Qui ne voit, par exemple, que la fécondité est en réalité liée aux attitudes fondamentales de l'homme à l'égard de son existence, à l'image de l'enfant et à celle du couple, à la perception du temps ? Réduire les raisons d'une telle mutation à quelques changements technologiques particuliers, n'est-ce pas se laisser prendre à la confusion entre simultanéité et causalité ? En réalité, il y a toujours disproportion entre un changement démographique et une modification sociale ponctuelle. On multipliera en vain les facteurs explicatifs : ils ne sont pas du même ordre que le changement culturel en cause.

Que fait de son côté le sociologue qui veut comprendre la situation démographique ? Il part comme Parsons d'un système de concepts sociologiques ; il les combine pour en déduire logiquement les comportements démographiques qu'ils impliquent. Mais si fine soit son analyse, il ne peut rejoindre les données démographiques précises, les indices, leurs diversités et leurs variations. Certes, la baisse de la fécondité s'explique bien par 'l'industrialisation', mais pourquoi l'évolu-

tion démographique a-t-elle été ici plus précoce, là plus tardive, ici plus forte, là plus faible ? Pourquoi observe-t-on des sursauts plus ou moins longs, comment expliquer les différences suivant les pays et les groupes sociaux ? Ainsi le sociologue part d'une explication trop générale pour rejoindre les données démographiques précises, tandis que le démographe a toujours affaire, au-delà de l'apparente ponctualité du donné mesurable, à une réalité trop fondamentale pour qu'il puisse en rendre compte par un ou plusieurs facteurs sociaux. Bref, il ne paraît pas possible d'établir une véritable nécessité logique entre deux phénomènes ponctuels relevant l'un de la démographie et l'autre de la sociologie, c'est-à-dire de comprendre l'un à partir de l'autre.

3. Des comportements aux modèles

La démographie commence nécessairement par une analyse particulière de chaque comportement. Elle traite d'abord séparément de la fécondité, de la nuptialité, de la mortalité. Elle se demande aussi quelles interférences existent entre ces phénomènes. Elle montre comment la mortalité 'perturbe' la fécondité ou la nuptialité. Mais il s'agit là d'interférences logiques, mesurables, nécessaires. Dès que l'on parle d'un taux net de reproduction, on y inclut, par construction, la table de mortalité féminine. De même démontre-t-on, dès les premières leçons de démographie, que le taux de mortalité est largement dépendant de la structure par âge.

Mais il faut se demander s'il n'existe pas entre certains phénomènes démographiques des rapports observés qui ne découlent pas de la 'nature des choses', des associations empiriques qui vont régulièrement ensemble sans qu'une nécessité logique les impose. Ainsi rencontre-t-on souvent la constellation d'une faible nuptialité, d'une faible fécondité 'légitime', d'une forte divortialité. Tout se passerait comme si l'unité élémentaire effective était une 'grappe' de comportements plutôt qu'un comportement distingué des autres pour la commodité de l'analyse. Les indices relatifs aux différents phénomènes démographiques ne se combinerait pas d'une manière aléatoire ; c'est un certain 'régime' qui globalement affecterait chaque individu.

Une tentative a été réalisée pour classer, suivant cette méthode, un certain nombre de pays européens [Roussel et Festy (1979), Matras (1965)]. Les auteurs avaient cru découvrir quatre types de comporte-

ments associés.⁶ Cette investigation était finalement restée assez superficielle parce qu'elle portait sur des populations nationales traitées globalement. Or il faut, aujourd'hui, faire l'hypothèse que de telles populations ne sont pas homogènes, qu'en fait plusieurs modèles de comportements s'y trouvent coexister et qu'un indice national est, en réalité, la pondération des moyennes d'un certain nombre de sous-populations. Comment parler d'une nuptialité moyenne aux Etats-Unis lorsque l'on songe aux disparités de comportements qui séparent, par exemple, la Californie de l'Utah ?

La première résolution devrait être d'accorder une importance nouvelle à l'étude des sous-populations et de commencer par faire l'inventaire des différents types de grappes de comportements que l'on observe dans un champ de recherche, national ou international. Ainsi ne travaillerait-on plus, à cette étape de la recherche, sur des comportements particuliers, mais sur des conduites associées, sur des modèles démographiques empiriques, contemporains mais différents.

La seconde démarche consisterait à localiser ces types. Dans quelle sous-population tel modèle démographique est-il dominant ? Certes, de nombreuses études 'différentielles' ont été réalisées qui montrent les écarts de comportements. Mais elles portent généralement sur un seul comportement, et non sur un modèle démographique.⁷ D'autre part, elles rapportent ce comportement à une caractéristique sociale, et non pas à une sous-population concrète.

Par sous-population concrète, on entend parfois celle qui occupe un territoire donné. Le livre de Le Bras et Todd (1981) fournit, dans cette perspective, un essai très stimulant, même si parfois la démonstration paraît un peu conduite à la hussarde. Mais le critère géographique a l'inconvénient de délimiter des sous-populations socialement non homogènes. Il est, certes, intéressant de noter l'inertie de caractéristiques anthropologiques dans une province donnée. Mais, dans cette sous-population, les statuts sociaux, les types de résidence, les groupes d'âges découpent encore des sous-groupes aux attitudes et aux comportements différents, tandis que les apports migratoires perturbent le fond culturel traditionnel.

⁶ Aux Etats-Unis, des auteurs comme Glick et Norton (1977) et Westoff (1978) ont fourni sur leur pays des études analogues.

⁷ Lesthaeghe, en particulier, fait exception dans son article 'A century of demographic and cultural change in Western Europe' (1983).

Il est davantage dans la logique de la conception systémique de retenir une définition de la sous-population fondée sur l'appartenance à un groupe dont les comportements sont proches et les valeurs reçues communes [cf. Festy (1983)]. C'est en effet dans des populations ainsi définies que la logique sera la plus manifeste entre les comportements et les normes collectives de la sous-population. S'il est possible, par exemple, d'observer les comportements démographiques de jeunes citadins ayant au moins le baccalauréat et religieusement agnostiques, on y trouvera probablement à la fois une forte proportion d'individus observant le même modèle démographique et, pour chaque comportement, des dispersions faibles autour de l'indice moyen. On comprend bien que, dans ce découpage des sous-populations ainsi définies, la contribution du sociologue serait précieuse.

Mais cette collaboration devient indispensable dans la troisième phase, celle qui consiste à passer du constat des corrélations à leur explication : pourquoi un certain nombre de comportements démographiques vont-ils régulièrement ensemble, pourquoi ce modèle dominant se trouve-t-il dans telle sous-population, comment enfin cette sous-population s'inscrit-elle dans la société globale ?

Il s'agit en somme de comprendre chaque modèle comme la stratégie particulière d'une sous-population dans un ensemble plus vaste, en un mot de décrire un sous-système. On voit bien que, pour cette tâche, les techniques démographiques ne sont pas pertinentes et que les connaissances sociologiques que le démographe a pu acquérir 'sur le tas' sont probablement insuffisantes.

Il ne s'agit plus en effet simplement d'observer, mais de rendre intelligibles les constats, de trouver la logique qui tient ensemble différents comportements pour en faire un modèle. Or cette logique relève de structures sociales, de contraintes économiques, d'institutions, de valeurs plus ou moins prégnantes. La cohérence du modèle démographique lui vient de l'extérieur. Répétons-le, son unité est celle d'une stratégie adaptée à un contexte de contraintes et à un projet à la fois collectif et individuel.

Le Roy-Ladurie fournit, pour les pays français du XIV^e au XVIII^e siècle, un exemple remarquable de telles analyses. Il souligne les imbrications complexes d'un régime démographique, d'une société féodale et d'une économie agricole aux technologies quasi stationnaires. Il montre que ce système fonctionne en oscillations. Dans un premier moment, la population est peu dense, la rente foncière faible, les salaires élevés, les

récoltes excédentaires, la mort discrète. La fécondité, elle, reste constante et assure largement le remplacement des générations. Progressivement, la situation s'inverse, l'excédent des naissances sur les décès multiplie la force de travail, mais aussi la consommation. Vient un moment où les subsistances sont insuffisantes : alors la rente foncière s'élève, les salaires s'effritent, la famine s'installe et offre aux épidémies un terrain favorable ; la peste ou le choléra, brutalement, ramène la population à un bas niveau et le cycle commence. On le voit, le grand régulateur est bien la mort, mais elle n'est pas le seul acteur.

En effet, ce mécanisme ne s'explique pas seulement par une tension permanente entre les lois de la biologie et les limites de la production. Comportements démographiques, normes d'exploitation, répartition des tâches et des rôles dans le couple sont réglés par des institutions vécues comme des contraintes naturelles. Ces institutions, à leur tour, sont légitimées par le droit que recourent et confirment les croyances religieuses. Ainsi, les structures familiales sont perçues comme sacrées. Pour reprendre un mot de Le Roy-Ladurie (1973), 'le système est vécu comme un destin'. Il s'agit en réalité d'un système tellement cohérent, tellement manifeste, qu'il est perçu comme immémorial et naturel.

De tels modèles, en raison de leurs dispositifs autorégulateurs, et aussi de leurs capacités à tolérer les transgressions, peuvent durer très longtemps. Mais leur caractère systémique implique que le changement d'un élément rompe l'équilibre général et appelle une restructuration globale.

Celui que décrit Le Roy-Ladurie s'est trouvé déséquilibré par la baisse de la mortalité au XVIII^e siècle. Dans un récent article, Ryder (1983) fournit une explication de ce passage du modèle de la famille traditionnelle au modèle de la famille moderne. Il montre comment la survie de plusieurs héritiers potentiels et l'allongement de la vie productive du père invalident une sorte de contrat tacite passé entre les générations, contrat qui balançait entre elles, dans le temps, les flux réciproques de prestations et de services. Pour ce faire, Ryder ne fait pas intervenir une causalité linéaire qui expliquerait le changement d'une caractéristique familiale par une modification ponctuelle au niveau sociétal. Il tente de montrer comment l'ensemble du modèle familial se transforme en fonction des transformations simultanées de la société.⁸

⁸ On trouvera une analyse assez proche, sur certains points au moins, dans Roussel et Girard (1982).

A ces exemples, on objectera qu'il est facile, avec le recul du temps, de reconstituer des scénarios et d'imaginer des logiques, qu'il est aisé d'ailleurs de proposer des idées générales pour une procédure idéale de la coopération interdisciplinaire. Mais cette perspective ne risque-t-elle pas, une fois de plus, d'aboutir à des banalités plates et stériles ? Il est indispensable de dire plus précisément comment, de ces principes, tirer quelques applications méthodologiques précises.

4. Quelques applications méthodologiques

Il va de soi que la méthode proposée ne se substitue pas aux procédures classiques d'analyse : elle les suppose au contraire. Avant de constituer ces grappes de comportements associés, il faut bien avoir étudié chaque comportement d'une manière distincte. Mais les combinaisons empiriques de comportements, telles qu'elles ont été définies plus haut, fournissent des modèles sur lesquels porteront les méthodes heuristiques habituellement utilisées pour rendre compte des comportements distincts.

Ici aussi, donc, il faudra recourir à la méthode fondamentale de la sociologie : celle des comparaisons. Peut-on observer que des sous-populations, socialement proches, adoptent généralement des modèles démographiques semblables ? Les comparaisons les plus utiles seront sans doute celles que l'on fera entre modèles voisins. Pour s'en tenir aux comparaisons internationales, pourquoi le modèle suisse, si proche de celui de la France du point de vue de la divortialité, de la nuptialité, de la fécondité, s'en écarte-t-il nettement pour la fréquence des naissances hors mariage ? Pourquoi la baisse de la nuptialité aux Etats-Unis n'a-t-elle pas abouti à une cohabitation aussi massive qu'en Suède, et pourquoi le phénomène s'y est-il développé plus tardivement ? Entre la Suède et le Danemark, pourquoi ce léger décalage dans le temps entre les niveaux d'indices ? Pourquoi la Belgique et le Luxembourg, par ailleurs si semblables, diffèrent-ils sur les taux de fécondité et la fréquence des divorces ? La comparaison devrait d'ailleurs être plus précise encore et rapprocher les sous-populations correspondantes de ces pays, ouvriers du Luxembourg et ouvriers de Belgique, par exemple.

Il est également très suggestif de comparer des 'grappes' contrastées de comportements, des modèles 'extrêmes'. Un groupe, par exemple, où le divorce serait très fréquent, la cohabitation pré-nuptiale courante, la

fécondité très faible, avec une sous-population aux caractéristiques opposées. Il faudrait là aussi localiser ces modèles dans l'espace social, et ensuite tenter d'établir une logique entre ceux-ci et leur situation dans la société globale.

En somme, il s'agit d'une manière très banale d'utiliser une méthode qui, dans son premier temps, est inductive, recherche des concomitances et des différences, mais dont l'objet élémentaire est non plus un comportement particulier mais une association régulière de comportements.

Comprendre ces modèles, c'est aussi en rechercher la généalogie. On ne se demandera pas pourquoi, d'une génération à l'autre, l'indice national de la fécondité a baissé, mais beaucoup plus précisément pourquoi l'on est passé, dans cet intervalle de temps et dans une sous-population donnée, d'un modèle dominant à un autre. L'histoire n'est pas illustrative, elle est au coeur même de l'effort pour rendre l'actualité intelligible.

Pour être plus précis, un des premiers services que fournirait l'histoire des modèles démographiques serait la réfutation de la théorie du retour périodique des mêmes situations. A ceux qui soulignent l'importance actuelle de la cohabitation juvénile, et plus généralement de l'union libre, on rétorque parfois qu'il s'agit simplement de la résurgence des concubinages si fréquents au XIX^e siècle, en particulier dans la classe ouvrière.

Mais si, cessant d'isoler le comportement 'vie commune sans mariage', on compare les grappes de comportements associées hier au concubinage, aujourd'hui à la cohabitation, on constate qu'elles sont tout à fait différentes, qu'elles ne se localisent pas dans les mêmes groupes sociaux, que la première relève d'une anomie de pauvreté, la seconde d'une situation d'abondance et de protection sociale. Ainsi, une analyse comparant les modèles démographiques entre plusieurs générations invaliderait probablement, dans les sociétés industrielles, la crédibilité des hypothèses cycliques. A considérer isolément la fécondité, il est possible en effet, sur trois générations, d'observer une succession de périodes d'indices bas, puis d'indices élevés, enfin une sorte de retour au point de départ. Si l'on compare, au contraire, les grappes de comportements qui avaient cours à chaque période, on voit bien qu'il y a évolution globale et que les segments de conduites apparemment identiques appartiennent à des modèles différents dont les principes d'unité, les significations, ont changé d'une génération à l'autre.

Mais l'avantage essentiel de l'utilisation de l'histoire est sans doute atteint lorsque la recherche porte sur deux générations successives, dont les distributions de modèles sont différentes, soit que les pondérations entre ceux-ci varient, soit que des comportements nouveaux soient apparus, soit pour ces deux raisons. Que s'est-il passé entre la génération des parents de 1950 et celle de leurs enfants pour que les comportements démographiques des deux générations aient été si différents ? Dans ce type de question, une attention toute particulière devrait être accordée aux modalités et au contenu de la socialisation des enfants. C'est là, à notre sens, un point décisif : ce que nous observons entre 1970 et 1980 ne s'explique sans doute pas tant par les événements de cette période que par la manière dont les enfants, vingt ans plus tôt, ont été socialisés. La simultanéité, en Europe, des inversions de tendances autour de 1965 ne peut guère s'expliquer que comme un effet de générations : les jeunes hommes de 1970 ne se comportaient pas comme leurs parents, parce qu'ils n'avaient pas été socialisés comme eux. Un essai d'explication de ce type a été proposé par Carlson (1979) pour expliquer la forte divortialité américaine des années 70.

La prise en compte de modèles démographiques au lieu de comportements distincts devrait également avoir une incidence sur la manière de concevoir les perspectives. Il n'est pas question, ici non plus, de solution miracle, mais de manières différentes de fonder la probabilité du court et du moyen terme.

Un premier type de perspectives pourrait être plus fréquemment utilisé : il se fonderait sur la probabilité de voir se développer, ou au contraire régresser, telle sous-population socio-culturelle à laquelle est actuellement attaché tel type de modèle démographique. S'il est vrai que la catégorie 'ouvriers' continuera à perdre de son importance numérique au profit des emplois tertiaires, ne peut-on pas en induire que le modèle dominant suivi par le groupe 'ouvriers' verra sa fréquence diminuer ? S'il est prévisible que le pourcentage des diplômés de l'enseignement supérieur ne pratiquant pas régulièrement une religion aille croissant, n'est-il pas probable que leur modèle démographique pèsera davantage dans la population ?

Une deuxième forme de perspectives pourrait se fonder sur ce qui a été désigné plus haut par l'expression 'conditions de socialisation' d'une génération. S'il est vrai que l'empreinte de la petite enfance ne cesse de peser sur le comportement de l'adulte, n'est-il pas légitime de penser que les enfants qui ont reçu le même type d'éducation auront, jeunes

adultes, des comportements analogues ?⁹ Il a été dit plus haut que, pour comprendre l'actualité, il était important de savoir comment ont été socialisés les enfants qui ont aujourd'hui 40 ans. De même, pour imaginer au plus juste les modèles démographiques que suivront ceux qui ont aujourd'hui 15 ou 20 ans, ne faut-il pas également essayer de comprendre en quoi leur éducation diffère de celle de leurs parents.

Enfin, puisque ces sous-populations font partie d'une aire culturelle qui leur est commune, il sera indispensable de voir comment elles s'insèrent dans ce système plus large, nécessaire aussi d'étudier les valeurs qui légitiment ce système, leurs modifications récentes, et leur ancrage dans un passé plus lointain. La plupart des sociologues reconnaissent aujourd'hui comme une dérive fondamentale le repli d'une sociabilité large sur des valeurs intimistes, l'instauration d'une 'civilisation du narcissisme'.¹⁰

Comment cette dérive générale a-t-elle affecté chaque sous-population dans le passé ? Par rapport à ces mouvements séculaires, tel groupe est-il à l'avant-garde ou manifeste-t-il une certaine résistance ? Enfin, cette tendance séculaire est-elle en train de se ralentir ou de s'accélérer ?

Il serait naïf, bien entendu, d'imaginer que ces considérations générales vont permettre de formuler d'inafaillibles prévisions et des perspectives quantifiées. Elles peuvent seulement, mais ce n'est pas un gain négligeable, confirmer ou infirmer l'inertie probable des comportements dans les différentes sous-populations et l'évolution vraisemblable du poids de chacune d'elles. En se fondant sur l'analyse des grands courants et sur la stratégie vraisemblable des sous-populations dans cette évolution globale, on se donne les meilleures chances de ne pas formuler, à moyen terme, des perspectives fantaisistes. En particulier, sans nier l'existence de petits mouvements cycliques régulateurs, on accordera un caractère décisif aux tendances lourdes, à celles qui s'inscrivent dans la logique de l'évolution, en longue durée, de nos sociétés.

Il est pourtant nécessaire de se demander si l'inertie de notre système social, ou plus précisément le sens de son évolution, demeure compati-

⁹ Ceci ne signifie pas que tout soit joué dès la petite enfance. Les 'habitus' alors formés dans l'environnement familial peuvent être confirmés ou infléchis par l'histoire postérieure, celle des relations avec les parents, avec le groupe des pairs et par l'influence de la société globale.

¹⁰ Tel est le titre d'un livre de C. Lasch (1981), *The Culture of Narcissism*. Mais cette conception, avec des variantes plus ou moins importantes, est largement répandue. Des démographes comme Ryder et Lesthaeghe l'ont reprise à leur compte.

ble avec les mutations auxquelles nous assistons, en particulier dans le domaine économique. Cette question se subdivise d'ailleurs. On s'interrogera d'abord sur l'évolution à moyen terme. Comment réagiront les jeunes générations aux difficultés prévisibles, en particulier au désengagement partiel des Etats en matière de dispositifs de protection sociale [cf. van den Akker (1981)] ? Comment une génération socialisée dans une société d'abondance relèvera-t-elle le défi des années de 'vaches maigres' ou la menace d'une baisse durable du niveau de vie ?

Question différente, et celle-ci sans réponse possible, quel serait le régime démographique dans un nouveau type de société issu des mutations actuelles ? Il est bien évident que la réponse est liée ici aux caractéristiques de cette nouvelle société. Comme ces caractéristiques, à l'heure actuelle, sont imprévisibles, a fortiori le régime démographique correspondant l'est-il.

Qu'il s'agisse de comparer les modèles démographiques, d'étudier l'histoire de ces modèles, de proposer des perspectives, une coopération plus étroite est nécessaire entre sociologie et démographie. Il ne s'agit pas, bien entendu, de confondre les méthodes ou de nier la spécificité des objets. Mais, pour qu'une véritable collaboration s'installe, il n'est pas suffisant que quelques démographes recherchent à l'occasion les 'facteurs sociaux' d'une évolution qu'ils observent. A notre sens, il est indispensable que des démographes initiés à la sociologie travaillent avec des sociologues initiés à la démographie et qu'ils fassent équipe dans une recherche commune. Tel est le prix d'une authentique coopération. Il peut paraître trop élevé. Il est évidemment contraire à nos habitudes de travail. C'est pourtant là, à notre sens, le seul type de coopération vraiment efficient.

5. Limites et difficultés

Une première limite théorique doit être soulignée d'emblée. Bell (1976) l'exprime clairement : 'Je ne pense pas, écrit-il, qu'une société soit intégrée au point de constituer un système unifié'.¹¹ Lui-même indiquait, dans les sociétés industrielles contemporaines, la forte tension entre les valeurs favorisant la production et d'autres stimulant la

¹¹ Gurvitch n'affirmait-il pas, de son côté : 'La vocation du sociologue se reconnaît d'abord à sa capacité de dévoiler les antinomies et les tensions latentes propres à une réalité sociale donnée'. Voir aussi Le Bras et Todd (1981, pp. 55 et suiv.).

consommation. Une société parfaitement unifiée serait aussi une société totalement immobile. L'idée de système et de sous-système culturels n'exclut donc pas une certaine autonomie des sous-systèmes et une capacité de ceux-ci à réagir sur l'ensemble. Le souci de trouver des logiques dans les modèles démographiques ne doit donc pas faire oublier le caractère relatif des rapports systémiques recherchés.

Parmi les tensions que l'on observe dans la société, certaines sont dues à un décalage temporel entre les diverses évolutions. Un des plus fréquents retards est celui de la prise de conscience des changements effectifs. Comme le remarque Lesthaeghe (1983, pp. 430-431), une génération qui a vécu la première partie de son existence dans une période de prospérité générale et a réglé son comportement démographique sur cette constante, maintiendra pendant un certain temps ses normes de conduite, même si les conditions économiques sont devenues durablement critiques. C'est évidemment là une difficulté supplémentaire pour celui qui recherche des corrélations.

Cette difficulté est d'autant plus grave que la prise de conscience de la réalité est le plus souvent biaisée par un 'refus de voir', pour reprendre une formule de Sauvy (1981, p. 18). Celui-ci confirme sur ce point l'affirmation de certains épistémologues, comme Bateson qui écrit par exemple : 'Nous sommes auto-correctifs contre toutes les perturbations ; et si l'évidence n'est pas de celles qui peuvent être facilement assimilables sans perturbations internes, nos mécanismes d'auto-correction s'appliquent à la reléguer au second plan, à la dissimuler' (1980, t. 2, p. 186).

La forme la plus classique de ce 'refus de voir' est, comme en économie, d'interpréter les changements en cours comme de simples crises conjoncturelles, de courts 'tunnels' dont nos perspicaces analystes voient déjà le bout. En démographie, cela signifie le plus souvent que l'on s'efforce, parfois un peu trop longtemps, d'interpréter les changements d'indices comme de simples effets de calendrier.

La recherche d'une systématisme totale et d'une perception rapide de cette cohérence rigoureuse est donc un simple idéal. Cette orientation, bien qu'inaccessible, devrait pourtant permettre d'obtenir ce que les Américains appellent des 'théories moyennes', c'est-à-dire des modèles rendant intelligibles des plages plus ou moins larges de données disponibles. Ainsi se développerait un nouveau processus cumulatif où données démographiques et analyses sociologiques s'éclaireraient mutuellement.

Même ainsi interprété, le projet d'une telle systématique est bien difficile à mettre en oeuvre. La définition de véritables sous-populations se heurte en effet à des difficultés de collecte des données [cf. Festy (1983, p. 4)]. Il est toujours difficile d'interroger un individu sur les critères 'porteurs de beaucoup d'affectivité', ceux précisément qui sont peut-être les plus importants pour un découpage pertinent des sous-populations. Les attitudes religieuses ou les orientations politiques, caractéristiques, très discriminantes dans une analyse différentielle, sont évidemment exclues des informations généralement disponibles. Mais déjà, en croisant l'âge, le niveau d'instruction et le statut professionnel, en distinguant aussi les types de résidence, on désagrége la population totale en sous-populations plus homogènes. Par ailleurs, il est banal, dans certaines enquêtes, de poser des questions sur le niveau d'engagement religieux. Malheureusement, souvent les échantillons sont alors trop étroits pour permettre des comparaisons significatives.

Si la collecte des données nécessaires demeure un point difficile, il faut observer, par contre, que l'informatique devrait permettre un traitement plus facile et plus efficace de ces données : elle devrait faciliter la définition des modèles démographiques, la recherche des sous-populations correspondantes et permettre de réaliser aisément toutes comparaisons souhaitées.

6. Conclusion

L'histoire des relations entre sociologie et démographie a connu bien des aléas. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, nombreux étaient ceux qui escomptaient une collaboration rapide et déterminante. En publiant sa *Théorie générale de la population*, Sauvy exprimait à la fois cet espoir et proposait quelques exemples d'une possible réussite dans cette entreprise conjointe. Au même moment, on l'a dit plus haut, Wagemann, Riesman, Parsons partageaient cette confiance et imaginaient, par des itinéraires différents, une certaine jonction entre les deux disciplines.

Ce dessein trop vaste, et peut-être prématuré, n'aboutit qu'à des résultats jugés bien minces par rapport à ceux qui étaient escomptés. Au cours des décennies 60 et 70, il parut plus réaliste à beaucoup de démographes de réaffirmer la spécificité de leur discipline, d'en perfectionner les méthodes, de s'adapter aux techniques informatiques et d'accumuler des données.

Il semble qu'aujourd'hui un nouveau revirement soit entamé. Deux raisons sans doute l'expliquent. D'une part, dans l'ensemble des sciences humaines, le souci se développe de 'théoriser' davantage, et en particulier de compléter l'analyse factorielle par des hypothèses de type systémique.¹² Comment la démographie ne serait-elle pas sensible à ce courant général ?

D'autre part, les changements démographiques observés depuis quinze ans apparaissent comme massifs, brusques, cohérents entre eux. Il est de plus en plus évident qu'il est difficile de ne pas les relier aux autres mouvements que connaît notre société. Historiens, économistes, sociologues s'intéressent à ces mutations démographiques et en proposent des explications. Comment les démographes resteraient-ils insensibles à ces interventions ?

Le moment paraît donc venu de renouer avec l'idée d'une coopération. Les articles cités plus haut de Lesthaeghe et de Ryder témoignent que des démographes, et de plus en plus nombreux, partagent la conviction que les populations finissent par avoir la démographie de leur culture.

Certains trouveront, avec raison, que cet exposé ne comporte pas de vues fondamentalement originales. L'auteur en a bien conscience. Son objectif était seulement de souligner qu'il n'est probablement pas possible de construire d'emblée, entre les deux disciplines, un 'pont' unique et grandiose, et qu'il est plus efficace de jeter entre elles, à partir de l'étude des sous-populations, des passerelles modestes mais nombreuses et sûres.

Références

- Bateson, G., 1980, *Vers une écologie de l'esprit* (trad. franç.) (Seuil, Paris).
Bell, D., 1976, *Vers la société post-industrielle* (trad. franç.) (Laffont, Paris).
Berardo, F., 1980, Decade preview: Some trends and directions for family research and theory in the 1980s, *Journal of Marriage and the Family* 42, no. 4, 723-728.
Berger, P., 1973, *Comprendre la sociologie* (trad. franç.) (Centurion, Paris).
Carlson, E., 1979, Divorce rate fluctuation as a cohort phenomenon, *Population Studies* 33, no. 3, 523-536.
Commaille, J. et al., 1983, *Le divorce en Europe occidentale. La loi et le nombre* (INED, Paris).

¹² L'évolution de la sociologie de la famille est, de ce point de vue, assez nette. Voir, par exemple, Berardo (1980).

- Festy, P., 1983, De la définition à la collecte des informations, dans : *Démographie et destin des sous-populations* (AIDELF, Paris) 3-5.
- Gauthier, G., 1983, Télévision et crise, Communication au 51e congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (Trois-Rivières).
- Girard, A., 1958, *Démographie sociale*, dans : G. Gurvitch, *Traité de sociologie* (PUF, Paris).
- Glick, P. et A. Norton, 1977, Marrying, divorcing and living together in the US today, *Population Bulletin* 32, no. 5, 1-41.
- Halbwachs, M., 1936, Le point de vue du nombre, dans : *Encyclopédie Française*, t. 7 (Paris).
- Kemper, F.-J., 1983, Household structure in Germany, 1983: Indices of household complexity and determinants of regional variation, *Band* 37, 11-21.
- Lasch, C., 1981, *Le complexe de Narcisse* (trad. franç.) (Laffont, Paris).
- Le Bras, H. et E. Todd, 1981, *L'invention de la France* (Coll. Pluriel, Paris).
- Le Roy-Ladurie, E., 1973, *Le territoire de l'historien* (Gallimard, Paris).
- Lesthaeghe, R., 1983, A century of demographic and cultural change in western Europe: An exploration of underlying dimensions, *Population and Development Review* 9, no. 3, 411-435.
- Lorimer, F., 1954, *Culture and human fertility* (UNESCO, Paris).
- Matras, J., 1965, Les stratégies sociales de la formation des familles, *Revue internationale des sciences sociales* 17, no. 2, 278-295.
- Parsons, T., 1949, The social structure of the family, dans : *The family: Its function and destiny* (Harpers, New York).
- Pearl, R., 1925, *The biology of population growth* (Knopf, New York).
- Riesman, D., 1964, *La foule solitaire* (trad. franç.) (Arthaud, Paris).
- Roussel, L. et P. Festy, 1979, L'évolution récente des attitudes et des comportements à l'égard de la famille dans les pays membres du Conseil de l'Europe (Conseil de l'Europe, Strasbourg).
- Roussel, L. et A. Girard, 1982, Régimes démographiques et âges de la vie, dans : *Les âges de la vie. VIIe colloque national de démographie* (INED, PUF, Paris) t. 1, 15-23.
- Ryder, N., 1983, Fertility and family structure, *Population Bulletin of the United Nations* 15, 15-34.
- Sauvy, A., 1981, Démographie et refus de voir - L'enjeu démographique, dans : *Actes du colloque de Meudon* (APRD, Paris) 15-21.
- Stoetzel, J., 1946, Sociologie et démographie, *Population* 1, no. 1, 79-89.
- van den Akker, P., 1981, Primary relations in the welfare state, Communication à la conférence générale de l'UIESP, Manille.
- Wagemann, E., 1949, La población en el destino de los pueblos (Santiago du Chili). On trouvera un résumé de cet ouvrage dans : F. Braudel, *Ecrits sur l'histoire*, 1969 (Flammarion, Paris) 195 et suiv.
- Westoff, C., 1978, The predictability of fertility in developed countries, *Population Bulletin of the United Nations* 11, 1-5.